



MEMORANDUM N° 29/2011

SPECIAL ON LIBYA

01/03/2011

SUMMARY:

- ONE) **EU PREPARES SANCTIONS AGAINST GADDAFI- Page 2**
- TWO) – **EU COMMISSION PREPARES TO EVACUATE 10,000 EU RESIDENTS IN LIBYA – Page 3**
- THREE) – **ASIAN COUNTRIES PREPARE TO EVACUATE HUNDREDS OF THOUSANDS OF RESIDENTS IN LIBYA - Page 4**
- FOUR) -**TURKEY HAS ALREADY EVACUATED 5,000 FROM LIBYA - Page 4**
- FIVE) – **EU PREPARES TO FACE LIBYA HUMANITARIAN CRISIS - Page 5**
- SIX) – **THOUSANDS OF TUNISIANS FLEE LIBYA - Page 5**
- SEVEN) – **SOUTHERN EU COUNTRIES SEEK COMMON LINE ON FEARED IMMIGRATION WAVE – Page 6**
- EIGHT) – **LIBYA CRIMES MUST BE PUNISHED, SAYS VAN ROMPUY - Page 6**
- NINE) – **INTERNATIONAL CRIMINAL COURT SAYS IT CAN'T INTERVENE WITHOUT UN REQUEST - Page 6**
- TEN) – **ITALY, MALTA TOP EU ARMS EXPORTERS TO LIBYA - Page 7**
- ELEVEN) – **EU SUSPENDS ALL ARMS TRADE WITH LIBYA - Page 7**
- TWELVE) – **EU PUSHING FOR UN PROBE OF LIBYA KILLINGS - Page 7**
- THIRTEEN) – **GADDAFI'S MERCENARIES ARE DARFUR REBELS - Page 8**
- FOURTEEN) - **LIBYA DECLARES FOREIGN JOURNALISTS 'TERRORISTS' - Page 8**
- FIFTEEN) – **ITALY ANNOUNCES BIRTH OF 'ISLAMIC EMIRATE' IN LIBYA- Page 8**
- SIXTEEN) - **LIBYAN CRISIS ADDS PROBLEMS FOR TROUBLED SPAIN - Page 9**
- SEVENTEEN) - **COUNTRIES REPATRIATE THEIR CITIZENS - Page 9**
- EIGHTEEN) - **FOUR SOUTH KOREA WORK SITES IN LIBYA ATTACKED - Page 11**

NINETEEN) - LIBYAN AID SPLITS LATIN AMERICA ON GADDAFI - Page 11

TWENTY) - ARAB LEAGUE SUSPENDS LIBYA DELEGATION – Page 11

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

ONE) EU PREPARES SANCTIONS AGAINST GADDAFI

L'Union européenne se rapproche de sanctions à l'encontre du colonel Mouammar Kadhafi et de son régime face à la violence de la répression, prenant acte de l'échec de sa politique de rapprochement menée depuis des années avec le dirigeant libyen. Après la Finlande et l'Allemagne, la France et le Luxembourg sont montés au créneau mercredi pour demander qu'on sévisse à l'encontre du numéro un libyen et des auteurs de la sanglante répression dans le pays, qui a fait plusieurs centaines de morts. Le président français Nicolas Sarkozy s'est prononcé en faveur de "sanctions concrètes" de l'UE, ciblées contre des caciques du régime, et a souhaité la suspension des relations économiques et financières avec Tripoli. La veille pourtant, plusieurs grands Etats européens hésitaient encore, estimant que la priorité était l'évacuation de leurs ressortissants plutôt que des sanctions. "Mais entretemps, Kadhafi a parlé et tout le monde partage la même analyse: ça tourne très mal sur place", a commenté un diplomate européen. "C'est un homme dérangé, un homme malade, qui a parlé, mais aussi un homme dangereux", a jugé le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jean Asselborn pour qui des sanctions de l'UE sont imminentes. L'Espagne a été le premier pays de l'Union mercredi à estimer que le colonel Kadhafi, au pouvoir depuis près de 42 ans, n'était plus un interlocuteur légitime pour l'Europe. Même le chef de la diplomatie italienne Franco Frattini a haussé le ton, après n'avoir cessé de plaider en faveur d'une extrême retenue face à la Libye du fait du risque d'un afflux d'immigrés clandestins sur les côtes de son pays. Il y a "une limite" au-delà de laquelle on ne peut "rester silencieux", a-t-il déclaré mercredi. **COREPER STUDIES OPTIONS** La question des sanctions devait être abordée dans l'après-midi par les ambassadeurs permanents de l'UE à Bruxelles et "plusieurs idées" sont sur la table, a indiqué la porte-parole de la diplomate en chef européenne Catherine Ashton, Maja Kocijancik. Outre un gel d'avoirs libyens et des interdictions de visa à l'encontre du clan Kadhafi, l'Europe dispose d'un levier potentiel autrement plus important: l'arrêt de ses importations d'hydrocarbures en provenance de Libye. Les livraisons de gaz à l'UE représentent 55% du PIB libyen, alors qu'à l'inverse pour l'Europe elles ne représentent pas une part importante de ses importations, selon la Commission européenne. L'UE a d'ores et déjà suspendu mardi ses négociations sur un tout premier accord de partenariat avec la Libye, entamées en 2008. Elle est aussi à l'initiative d'une session spéciale du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui aura lieu vendredi sur la situation en Libye. Les Européens tournent ainsi sans gloire la page du réchauffement de leurs relations avec la Libye, entamé dans la foulée du renoncement officiel par Tripoli, en 2003, à ses programmes d'armes de destruction massive. En 2007, Nicolas Sarkozy avait déroulé le tapis rouge au colonel Kadhafi à Paris en signant un accord de coopération sur le nucléaire civil avec la Libye. Son homologue italien Silvio Berlusconi a signé en 2008 un important accord de coopération économique. "Il est évident que toutes les mesures prises dans l'espoir que Kadhafi devienne un acteur responsable de la Méditerranée n'ont pas abouti au résultat recherché", a commenté Alvaro de Vasconcelos, président de l'[Institut d'études de sécurité de l'UE](#). A ses yeux, Mouammar Kadhafi n'accordera "aucune importance aux sanctions". En revanche, "ce qui peut lui faire peur, c'est la menace d'une justice internationale et aussi l'utilisation de la force pour empêcher qu'il tue son propre peuple". **GADDAFI'S FORTUNE** Gaddafi has built up a vast business empire which is the source of a bitter dispute between his children, diplomatic memos published in Wednesday's Financial Times claimed. In a cable obtained by the WikiLeaks website and entitled "Gaddafi Incorporated," US embassy officials described how the long-serving ruler and his family had "direct access to lucrative business deals." In the May 2006 document, diplomats wrote that Gaddafi's family had "strong interests in the oil and gas sector, telecommunications, infrastructure development, hotels, media distribution, and consumer goods distribution." The children also drew "income streams" from the national oil company and oil service subsidiaries, giving them a stake in a sector which generates tens of billions in export dollars annually, the officials claimed. The cable explained that Saif al-Islam, Gaddafi's second son and heir apparent, had access to the oil industry through a subsidiary of his "One-Nine Group." Gaddafi's daughter, Aisha Muammar, had close connections to the energy and construction sectors while Mohammed, the eldest son, had "major input over any telecom or internet service," the diplomats believed.

Third son Saadi was occupied "with his soccer teams, the Olympic Committee and his military career" but was involved in a three-way family fight over a Coca-Cola franchise, which the memo described as a "very twisted tale." In 2009, Moamer Gaddafi agreed to invest 16 million euros (21.9 million dollars) in a hotel and water-bottling complex in the earthquake-ravaged Italian town of L'Aquila. Activists said foreign regulators should trace and seize Gaddafi's assets. "When a ruler is being questioned in his own country in the way Gaddafi is, people need to investigate immediately and freeze any assets they find until that investigation is complete," said Huguette Labelle, chair of the board of [Transparency International](#). "People have to do their homework and they have to do it fast," Labelle told the business daily. When asked how much he believed the ruling family had hidden away, Alistair Newton, senior political analyst at Japanese bank Nomura, told Wednesday's Guardian newspaper that he "would be surprised if it didn't run into billions." Another leaked cable, dated March 2009, detailed further examples of "internecine warfare" between the Gaddafi siblings which "provided local observers with enough dirt for a Libyan soap opera." "Much of the (family) tension appears to stem from resentment of Saif al-Islam's high-profile as the public face of the regime," the cable explained. "Deeper tension about contradictions between Saif al-Islam's proposed political-economic reforms...and the old school manner by which he has tried to monopolize the most lucrative economic sectors, also play an important role. "The arrest of a number of Saif al-Islam allies since last summer...suggests that the current level of discord among Gaddafi's children is acute," the cable concluded.

TWO) – EU COMMISSION PREPARES TO EVACUATE 10,000 EU RESIDENTS IN LIBYA

L'Union européenne a annoncé qu'il restait 10.000 de ses ressortissants en Libye et qu'elle mobilisait des moyens pour être en mesure de les évacuer, y compris par voie de mer au cours des prochaines heures et prochains jours. Les opérations de secours pourraient toutefois être fortement perturbées, la compagnie maritime française CMA-CGM ayant annoncé que l'ensemble des ports et terminaux était paralysé en Libye. La situation à l'aéroport de Tripoli était en outre "chaotique", des passagers se battant pour monter dans les avions, selon le témoignage du commandant d'un avion maltais, Philip Apap Bologna, de retour de la capitale libyenne où il a embarqué des compatriotes. De nombreux pays occidentaux poursuivaient mercredi leur processus de rapatriement. Un vol de 200 places affrété par les autorités britanniques devait décoller de Londres mercredi à la mi-journée pour Tripoli et un deuxième appareil sera programmé "dès que possible", selon le ministère des Affaires étrangères. La France, qui a engagé mercredi une troisième rotation aérienne vers la Libye, a évacué jusqu'à présent 335 Français et 56 étrangers, selon le ministère des Affaires étrangères. Selon le ministre français des Affaires européennes, Laurent Wauquiez, il restait mercredi en Libye "environ 300 Français". Trois avions allemands ont atterri mardi à Tripoli, où se trouvent environ 400 Allemands. La Turquie a annoncé avoir rapatrié ces trois derniers jours plus de 5.000 de ses ressortissants installés en Libye mais déplore un mort, a affirmé mercredi le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu. 25.000 Turcs résident en Libye. Le premier avion envoyé par la Russie en Libye avec à son bord une centaine de rapatriés russes est arrivé mercredi à Moscou. **BLOCKED BRITONS** La BBC a diffusé mercredi matin le témoignage d'un travailleur britannique du pétrole, selon lequel 300 étrangers dont 90 Britanniques se trouvent bloqués sans protection dans une base en plein désert, à deux heures et demie de Benghazi et Tripoli. Un vol affrété par les autorités britanniques devait décoller de Londres-Gatwick mercredi à la mi-journée pour Tripoli, selon le ministère des Affaires étrangères, qui espère que l'appareil de 200 places sera de retour dans la soirée. "Un deuxième avion doit quitter le Royaume-Uni dès que possible", a précisé le Foreign Office dans un communiqué. "Notre ambassade est déjà en rapport avec quelque 300 ressortissants britanniques dans et à proximité de Tripoli, pour leur indiquer comment rejoindre l'avion". Un numéro d'urgence a été mis en place pour les Britanniques qui voudraient quitter le pays à bord de cet appareil. L'appareil, un Boeing 757, emporte une équipe du Foreign office, de l'eau et des vivres. La Grande-Bretagne a également redéployé la frégate HMS Cumberland de l'est de la Méditerranée vers les eaux internationales à proximité de la Libye, afin d'être positionnée pour "aider des ressortissants britanniques" à quitter le pays.

THREE) – ASIAN COUNTRIES PREPARE TO EVACUATE HUNDREDS OF THOUSANDS OF RESIDENTS IN LIBYA

De nombreux pays dans le monde évacuaient mercredi par air et par mer, dans des conditions difficiles, les dizaines de milliers de ressortissants travaillant en Libye, pris au piège des violences. En Asie, les autorités se préparaient à mettre en place de gigantesques opérations d'évacuations pour rapatrier 100.000 travailleurs en dépit du chaos que traverse le régime de Mouammar Kadhafi. Selon les chiffres officiels, 60.000 Bangladeshis, 30.000 Philippins, 23.000 Thaïlandais et 18.000 Indiens sont enregistrés en Libye, principalement comme modestes ouvriers contractuels. La Chine a entamé mercredi son plan d'évacuation pour ses 30.000 ressortissants, dont de nombreux ingénieurs travaillant dans des projets pétroliers, ferroviaires ou dans le secteur des télécommunications. De son côté, le Vietnam étudiait les conditions d'évacuation pour ses 10.000 citoyens. Quatre ferries grecs affrétés par les autorités chinoises étaient en route mercredi pour la Libye, pour évacuer notamment de Benghazi quelque 15.000 Chinois, en principe vers la Crète, a indiqué à l'AFP une source gouvernementale grecque. L'Inde finalisait les dispositions pour une évacuation par air et mer. "Cela va être une opération assez gigantesque. Nous allons non seulement devoir mettre en place des dispositions pour les avions et les bateaux mais aussi obtenir la permission des autorités libyennes pour faire atterrir nos appareils", a expliqué à la presse la secrétaire d'Etat indienne aux Affaires étrangères, Nirupama Rao. Selon les autorités, environ 18.000 Indiens vivent en Libye, dont 3.000 à Benghazi, bastion de l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi, employés principalement dans l'automobile et le secteur hospitalier. Le Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres d'Asie du sud qui dépend fortement des devises étrangères envoyées par ses ouvriers employés à l'étranger, étudie différentes options pour évacuer ses 60.000 ressortissants. L'ambassade de Thaïlande à Tripoli a contacté les employeurs de ses ressortissants, principalement basés à Tripoli, Benghazi, Syrte et Brak, et a prévenu ses citoyens de se tenir prêts à une évacuation. Selon le ministère thaïlandais du Travail, des ferries d'autres pays pourraient être utilisés pour évacuer les ressortissants jusqu'à Malte. Le vice-président des Philippines, Jejomar Binay, s'apprêtait à se rendre dans plusieurs pays du Golfe pour rencontrer des diplomates et s'entendre sur un possible transit de Philippins. Manille a indiqué avoir l'intention d'acheter des billets d'avion pour ses ressortissants voulant fuir la Libye. Environ 30.000 Philippins y travaillent. **BANGLADESH, SRI LANKA SEEK UN HELP** Le Bangladesh et le Sri Lanka ont contacté l'[Organisation internationale pour les migrations](#) (OIM) pour demander une assistance technique. "Nous n'avons pas d'avion pour les ramener (les ressortissants), nous avons donc demandé à l'OIM", a expliqué le ministre adjoint aux Affaires extérieures du Sri Lanka, Neomal Perera. Environ 1.200 Sri Lankais sont officiellement enregistrés en Libye mais leur nombre réel serait bien plus élevé.

FOUR) TURKEY HAS ALREADY EVACUATED 5,000 FROM LIBYA

La Turquie a rapatrié ces trois derniers jours plus de 5.000 de ses ressortissants sur les 25.000 résidents en Libye mais déplore un mort, a affirmé mercredi le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu, qui a appelé Tripoli à répondre aux "demandes de la société". "La nouvelle de la mort d'un de nos concitoyens nous est parvenue hier soir", a déclaré lors d'une conférence de presse M. Davutoglu, ajoutant que la victime était un homme de 27 ans qui travaillait sur un chantier près de Tripoli. La chaîne d'information CNN-Türk a rapporté que l'ouvrier avait été abattu avec une arme à longue portée alors qu'il était sur une grue. Soulignant que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'était entretenu à deux reprises avec le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi depuis le début de la crise, le ministre a appelé les dirigeants libyens à restaurer la paix civile. "Nous espérons que la paix civile va être restaurée au plus vite en Libye et qu'une administration, un ordre public va être constitué qui tire les leçons des événements passés et répondre aux demandes de la société", a-t-il dit. Au total 5.099 personnes, sur les 25.000 Turcs résidents en Libye, ont été évacuées, a affirmé M. Davutoglu. Quelque 1.422 Turcs ont été rapatriés de Tripoli à bord d'avions des lignes régulières et 429 de Benghazi à bord d'appareils affrétés spécialement pour les secourir, a-t-il détaillé. Environ 3.000 personnes ont en outre embarqué tôt mercredi à Benghazi sur deux ferries qui doivent rejoindre le port turc de Marmaris (sud-ouest) dans la soirée, et 248 Turcs ont quitté la Libye par la voie terrestre en gagnant l'Egypte, a poursuivi M. Davutoglu. Les deux ferries, qui sont accompagnés par une frégate, devaient effectuer une nouvelle rotation vers la Libye après avoir débarqué leurs passagers et chargé une cargaison d'aide humanitaire, a indiqué le ministre, qui a précisé que des évacuations via la Tunisie étaient également envisagées. Selon l'agence de presse Anatolie, 160 Turcs ont déjà rejoint l'île tunisienne de Djerba mardi et devaient être rapatriés en Turquie mercredi. Un avion a quitté Istanbul à 08H00 (06H00 GMT) pour la Libye et un ferry faisant route vers ce pays a passé dans la matinée le détroit des Dardanelles, a rapporté Anatolie.

Quatre autres appareils étaient en attente à Istanbul, selon la chaîne NTV. **21 COUNTRIES SEEK TURKISH HELP IN REPATRIATION** Davutoglu a dit que 21 pays avaient fait des demandes à la Turquie pour le rapatriement de leurs propres ressortissants. Le sous-secrétaire Metin Kilci, du ministère turc de l'Energie, a annoncé que la compagnie pétrolière turque TPAO avait interrompue ses activités en Libye. "Les travaux concernaient l'ouverture de nouveaux puits et du montage de tours de forage. Ce processus a été interrompu. Les travaux sont au point mort et leur reprise dépendra des nouveaux développements", a déclaré M. Kilci, cité par Anatolie. La Libye a fait partie de l'empire ottoman jusqu'en 1912, date de sa conquête par l'Italie, et la Turquie a conservé d'importants intérêts économiques dans ce pays.

FIVE) – EU PREPARES TO FACE LIBYA HUMANITARIAN CRISIS

La Commission européenne s'est dite mercredi préoccupée par le risque de catastrophe humanitaire à la suite des violences en Libye et a envoyé des experts aux frontières tunisienne et égyptienne pour évaluer les besoins en cas d'exode. "Nous ne faisons pas encore face à une crise humanitaire en Libye, mais cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas préoccupés, car la situation est très instable et évolue sans cesse", a déclaré Raphael Brigandi, porte-parole de la commissaire chargée de l'aide humanitaire Kristalina Georgieva. Le Croissant rouge a en effet mis en garde contre un "risque catastrophique" d'exode massif de Libyens en Tunisie. La Commission européenne tient pour l'instant ses informations du Croissant rouge libyen, mais souhaite s'informer directement de la situation, a précisé le porte-parole. "Nous avons décidé d'envoyer plusieurs de nos experts en Tunisie et en Egypte et nous sommes prêts à dépêcher un expert à Tripoli, si les conditions de sécurité sont assurées", a-t-il annoncé. "Pour l'instant, 5.000 Tunisiens et Libyens sont arrivés à la frontière avec la Tunisie", a-t-il indiqué. Il a précisé ne pas avoir encore de données sur les arrivées de réfugiés en Egypte, pays où se trouvait mardi le chef de la diplomatie de l'UE Catherine Ashton. "Nous n'avons pas débloqué de fonds pour le moment et nous le ferons quand des besoins auront été identifiés", a-t-il ajouté. La Commission a peu d'informations sur la situation à l'intérieur du pays. "Selon les informations fournies par le Croissant rouge, 200 personnes ont été tuées et un millier blessées dans les violences à Benghazi", dans l'est de la Libye, a indiqué Raphaël Brigandi.

SIX) – THOUSANDS OF TUNISIANS FLEE LIBYA

Thousands of Tunisian expatriates have fled Libya in recent days, fleeing back across the border as the bloody repression of an uprising against Moamer Gaddafi's regime continues, Tunisian media reported Wednesday. A total of around 100,000 Tunisians are estimated to be living and working in Libya, which shares a border with Tunisia. Tunisia's TAP agency reported that thousands had returned across the border through the Tunisian border point of Ras Jedir, about 150 kilometres from the Libyan capital Tripoli, since Sunday. The government laid on buses to take them to their home towns from the nearby city of Gabes, TAP reported. Over 1,000 more Tunisians have crossed back through the smaller border post of Dhiba, about 500 kilometres south of Tunis, while hundreds more have returned on regular or specially-organized Tunisair flights. Many the returning migrants reportedly said their lives had been in danger in Libya. At least one Tunisian has been shot dead in the city of Benghazi, according to the Tunis government. On Monday Gaddafi's son, Saif al-Islam, accused Tunisians and Egyptians, who both toppled their leaders through protests over the past month, of fomenting the uprising in Libya. In the meantime, Tunisia had stepped up security along its 280-kilometre-long border with Libya and begun preparing for a possible influx of refugees. The transitional government of Prime Minister Mohammed Ghannouchi has offered to treat injured Libyans in Tunisian hospitals and pledged humanitarian aid to the Libyan population. **TUNISIA FEARS EXODUS** Le Croissant rouge a évoqué mercredi un "risque catastrophique" d'exode massif de Libyens en Tunisie, affirmant que plus de 5.700 Tunisiens résidant en Libye et de Libyens ont fui ce pays par la route pour se réfugier en Tunisie lundi et mardi.

SEVEN) – SOUTHERN EU COUNTRIES SEEK COMMON LINE ON FEARED IMMIGRATION WAVE

L'Europe du Sud, première porte d'entrée d'un éventuel afflux massif de migrants en provenance de Libye, se mobilise mercredi avec une réunion de ses ministres de l'Intérieur à Rome, à la veille d'une rencontre à Bruxelles sur ce thème qui divise les Européens. Les ministres italien, français, espagnol, grec, chypriote et maltais vont tenter d'élaborer "une ligne commune" et "soutenir la position exprimée par l'Italie à l'égard de l'Union européenne", a indiqué le ministère italien de l'intérieur, Franco Frattini. Pour eux, l'enjeu est de taille. Rome affirme craindre une vague d'au moins 200.000 à 300.000 immigrés en cas de chute de Mouammar Kadhafi en proie à une insurrection d'une ampleur sans précédent. Aujourd'hui, la Libye forme un véritable rempart contre le départ vers l'Europe de centaines de milliers - deux millions et demi selon M. Frattini - de candidats à l'émigration en provenance d'Afrique sub-saharienne. Un traité conclu en août 2008 entre l'Italie et la Libye a entraîné, selon les autorités italiennes, la diminution de 94% des débarquements de clandestins en Italie, avec une politique de refoulement immédiat, d'ailleurs dénoncée par les associations de défense des droits de l'homme. Jusqu'à présent, toutes les réunions à Bruxelles consacrées à cette question ont échoué sur la question de la solidarité. La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Finlande et la Suède ont opposé une fin de non-recevoir aux propositions de la Commission de "partager le fardeau" du traitement des demandes d'asile. Les pays du sud de l'Europe s'en sont offusqués. L'Union européenne a déployé depuis dimanche la mission Hermes de Frontex (l'agence de surveillance des frontières européennes. Outre l'appui de Frontex, Rome a officiellement demandé une aide de 100 millions d'euros pour faire face à cette vague de migrants.

EIGHT) – LIBYA CRIMES MUST BE PUNISHED, SAYS VAN ROMPUY

Le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, a vigoureusement condamné mercredi à Prague les violences "horribles" perpétrées par les forces libyennes contre les manifestants, soulignant que ces crimes ne peuvent "pas rester sans conséquences". "J'éprouve une horreur particulière des violences qui sont commises contre le peuple qui se lève pour la liberté et la justice en Libye", a déclaré M. Van Rompuy, au cours d'une conférence de presse. "J'ai vu des crimes horribles qui sont inacceptables et qui ne peuvent pas rester sans conséquences", a-t-il souligné. "Je condamne l'usage de la violence, de l'agression et de l'intimidation contre les manifestants en Libye. J'appelle à la cessation immédiate de l'usage de la force", a déclaré le président de l'UE, en visite d'une journée à Prague. Les décisions sur l'avenir des pays arabes actuellement secoués par un vent de révolte doivent être prises par les citoyens de ces Etats eux-mêmes, a aussi indiqué M. Van Rompuy avant de réaffirmer la responsabilité de l'UE d'apporter une "aide" à ce qu'il a qualifié de "changement historique". "Les aspirations légitimes et demandes du peuple pour les réformes doivent se faire valoir par le biais d'un dialogue ouvert, complexe et constructif entre Libyens", a dit le président de l'UE, à l'issue de son entretien avec le Premier ministre tchèque, Petr Necas. "Nous allons apporter notre plein soutien aux processus de transition vers une gouvernance démocratique, le pluralisme et l'amélioration des opportunités pour la prospérité économique et l'inclusion sociale, de même que pour un renforcement de la stabilité régionale", a-t-il souligné. Plus tôt dans la journée, le président français Nicolas Sarkozy avait demandé "l'adoption rapide de sanctions concrètes" de la part de l'UE, contre les responsables de la répression en Libye. Il a aussi souhaité la suspension des relations économiques et financières avec ce pays.

NINE) – INTERNATIONAL CRIMINAL COURT SAYS IT CAN'T INTERVENE WITHOUT UN REQUEST

La Cour pénale internationale (CPI) ne peut enquêter sur les "crimes présumés" commis en Libye qu'à la demande de Tripoli ou du Conseil de sécurité de l'ONU, a affirmé mercredi Luis Moreno-Ocampo, le procureur de la CPI, dont le siège se trouve à La Haye. "La CPI ne peut intervenir concernant les crimes qui auraient été commis en Libye que si les autorités libyennes acceptent la compétence de la Cour", a déclaré dans un communiqué M. Moreno-Ocampo, s'appuyant sur un article spécial du Statut de Rome, texte fondateur de la Cour. "A défaut, le Conseil de sécurité de l'ONU peut éventuellement prendre l'initiative de déférer la situation à la Cour", a-t-il ajouté. Le procureur a rappelé que la Libye n'avait pas ratifié le Statut : par conséquent, "le Bureau du procureur n'interviendra qu'à l'issue de l'une ou l'autre décision". Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU aura vendredi une session spéciale sur la situation en Libye. Les attaques contre des civils "peuvent constituer des crimes contre l'humanité", selon le Haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Navi Pillay. "C'est aux Libyens qu'il appartient de décider si justice doit être faite en Libye", a

également soutenu M. Moreno-Ocampo. Les violences au cours de manifestations contre le régime de Mouammar Kadhafi ont fait au moins 300 morts, dont 111 soldats, selon un bilan officiel des autorités libyennes. Certains groupes humanitaires ont annoncé craindre un bilan plus élevé, après que les forces de l'ordre eurent ouvert le feu sur des manifestants et aient eu recours à des attaques aériennes. La CPI est le premier tribunal permanent chargé de poursuivre des auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocides commis depuis 2002.

TEN) – ITALY, MALTA TOP EU ARMS EXPORTERS TO LIBYA

Libya has received hundreds of millions of dollars' worth of arms from the European Union, with Italy and Malta emerging as the bloc's top exporters, according to a report doing the rounds in Brussels on Wednesday. The report, which was first published by the EU in January but had gone largely unnoticed, came to the fore as Moamer Gaddafi's regime was attracting worldwide condemnation for quashing anti-government protests by killing hundreds of civilians. According to the EU's latest annual report on arms exports, which refers to 2009, the bloc's member states granted 343 million Euros' (470 million dollars') worth of export licences to Libya. The document noted that actual arms exports to Libya amounted to 174 million euros, but warned that figures were incomplete. Italy -which on Tuesday denied accusations by Gaddafi that it was arming the revolt- was shown to have granted export licences totalling 112 million euros, with a single 108-million-euro licence for military aircraft making up most of the amount. Malta emerged as the second-largest exporter, having authorized the sale of an 80-million-euro consignment of small arms. Germany was third in the list, with 53 million euros of licences, mostly for electronic jamming equipment used to disrupt mobile phone, internet and GPS communication. France was next with 30.5 million euros, followed by Britain with 25.5 million euros, and Belgium with 22 million euros.

ELEVEN) – EU SUSPENDS ALL ARMS TRADE WITH LIBYA

The European Union has suspended all arms trade with Libya, following that country's bloody crackdown of anti-government protests, an official from the bloc said on Wednesday. The announcement was made ahead of a meeting of EU diplomats later on Wednesday where the possibility of slapping further sanctions on Moamer Gaddafi's regime. "The information which I have received today is that all trade of arms, licensing (with Libya) is suspended by all (EU) countries concerned," Maja Kocijancic, spokeswoman for EU foreign policy chief Catherine Ashton, told reporters in Brussels.

TWELVE) – EU PUSHING FOR UN PROBE OF LIBYA KILLINGS

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU tiendra vendredi une session spéciale sur la situation en Libye, à la demande de l'Union européenne, a indiqué mercredi un responsable du Haut commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme. "Nous avons reçu la demande de session spéciale ce matin (mercredi), déposée par l'UE", a déclaré Alessandro Marra, du Haut commissariat, interrogé par l'AFP. "Il y a 47 Etats qui soutiennent la demande, tous ne sont pas membres du Conseil des droits de l'homme", a-t-il précisé. La réunion des 47 membres du Conseil, dont le siège est à Genève, devait commencer à 10H00 (09H00GMT). Après d'intenses discussions qui ont duré plusieurs heures mardi, les pays ont finalement réussi à se mettre d'accord dans la nuit de mardi à mercredi, selon une source diplomatique occidentale. Le Conseil des droits de l'homme se réunit rarement en sessions extraordinaires. Celles-ci aboutissent en général à l'adoption d'une résolution commune, comme cela avait été le cas fin décembre concernant la Côte d'Ivoire. Mouammar Kadhafi a assuré mardi qu'il resterait en Libye en tant que "chef de la révolution", promettant qu'il se "battra jusqu'à la dernière goutte de (son) sang" et menaçant les manifestants armés de se voir infliger "la peine de mort". Les violences qui ont accompagné la révolte contre le régime libyen ont fait 300 morts -- 242 civils et 58 militaires --, selon les premiers chiffres officiels communiqués mardi soir. Certaines ONG ont indiqué que jusqu'à 400 personnes avaient été tuées. La Libye a été élue l'an dernier par l'Assemblée générale de l'ONU comme membre du Conseil des droits de l'homme. Une session régulière du Conseil des droits de l'homme commence lundi à Genève pour quatre semaines.

THIRTEEN) – GADDAFI'S MERCENARIES ARE DARFUR REBELS

Sudan's Foreign Ministry accused Darfur rebels on Wednesday of involvement in Libyan violence as Muammar Gaddafi tries to quell a popular uprising. Gaddafi has long hosted Darfur rebels, including the leader of the main rebel group, the Justice and Equality Movement (JEM), Khalil Ibrahim who remains in Libya. Witnesses have said Gaddafi has used African mercenaries to fight his people as he tries to crush the revolt against his rule that Italy says has killed as many as 1,000 people. "There are elements from the Darfur rebels involved with the unfortunate events happening in Libya right now," Foreign Ministry spokesman Khalid Musa told Reuters on Wednesday. He added the ministry had proof the rebels were involved in the clashes but declined to give any more detail. JEM called the statement baseless and irresponsible, saying it had no fighters in Libya. "Libya directly borders Darfur and Gaddafi, despite being an ally of Khartoum, has also supported the insurgents since the conflict began in 2003. Khartoum formed an emergency group to help Sudanese fleeing the Libyan violence. Karar al-Tohami, head of the committee, told Reuters 100-200 people had already fled across the remote border to Sudan and were being housed in a camp and that they were considering using military planes if necessary to evacuate civilians from Libya.

FOURTEEN) - LIBYA DECLARES FOREIGN JOURNALISTS 'TERRORISTS'

Le vice-ministre libyen aux Affaires étrangères, Khaled Kaïm, a déclaré mercredi que les journalistes entrés illégalement en Libye étaient considérés "comme s'ils collaboraient avec Al-Qaïda" et "comme des hors-la-loi".

FIFTEEN) – ITALY ANNOUNCES BIRTH OF 'ISLAMIC EMIRATE' IN LIBYA

La province libyenne de Cyrénaïque (côte est) n'est plus sous le contrôle du gouvernement de Mouammar Kadhafi, a déclaré mercredi matin à Rome le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini. "La Cyrénaïque n'est plus sous le contrôle du gouvernement libyen, et des affrontements et violences sont en cours dans tout le pays", a déclaré le ministre au cours d'une réunion organisée par la Communauté Sant'Egidio. Ces derniers jours "la naissance d'un émirat islamique de la Libye orientale et la volonté d'enlever des Occidentaux ont été annoncées en Cyrénaïque", a-t-il affirmé. "Cet islamisme radical nous inquiète parce qu'il se trouve à quelques centaines de kilomètres de l'UE, mais rien ne peut justifier la mort violente de centaines de civils innocents". Le gouvernement italien demande que cesse immédiatement "l'horrible bain de sang" que "le gouvernement de Kadhafi a annoncé et continue" de commettre, a-t-il poursuivi. "Nous sommes face à une situation grave, très grave (...) dont le bilan tragique sera un bain de sang", a-t-il dit. La situation est "rendue encore plus grave par les propos tenus hier (mardi) par Kadhafi, dans lesquels la volonté de frapper son propre peuple provoque une situation de guerre civile entre zones et provinces dans lesquelles s'affrontent des bandes et escadrons de la mort". "C'est une analyse que j'ai partagée avec de nombreux gouvernements européens et non européens". "Il y a une limite, et, face à ce qui est en train de se passer, nous ne pouvons pas rester silencieux", a dit M. Frattini. **AL QAEDA RUNS THE EMIRATE, SAYS GADDAFI'S MINISTER** Le vice-ministre libyen aux Affaires étrangères, Khaled Kaïm, a affirmé mercredi qu'Al-Qaïda avait établi un émirat islamique à Derna (est), dirigé par un ancien détenu de Guantanamo, au cours d'une réunion avec les ambassadeurs des pays de l'Union européenne. "Al-Qaïda a établi un émirat à Derna, dirigé par Abdelkarim Al-Hasadi, un ancien détenu (du centre de détention américain) de Guantanamo", a déclaré M. Kaïm, affirmant qu'Al-Qaïda envisageait un scénario "à la taliban" en Libye. Il a précisé qu'Abdelkarim Al-Hasadi avait un "adjoint" établi à Al-Baïda, "membre aussi d'Al-Qaïda et s'appelle Kheirallah Barâassi". "Maintenant, ils disposent d'une radio FM et commencent à imposer la Burqa", a-t-il affirmé, ajoutant que ces islamistes avaient "exécuté des personnes parce qu'elles refusaient de coopérer". Des habitants de Derna ont déclaré à des journalistes sur place que ces propos sur l'instauration d'un émirat dans la ville étaient faux, même s'il y avait une présence islamiste. Selon un habitant, les allégations sur une présence d'Al-Qaïda "visent à faire peur à l'Europe". D'autres affirment que la région est connue pour sa ferveur religieuse et que les rumeurs sur l'établissement d'un émirat sont diffusées depuis mardi par la radio publique. **ESTIMATES OF 1,000 DEAD CREDIBLE** As many as 1,000 people have likely been killed in Libya as leader Muammar Gaddafi cracks down on protests against his rule, Italian Foreign Minister Franco Frattini said on Wednesday. "We have no complete information about the number of people that have died," Frattini told reporters in Rome. "We believe that the estimates of about 1,000 are credible." **SERIOUS IMPACT FOR ITALIAN BUSINESS** Frattini a également évoqué les conséquences économiques de la crise libyenne: "Il y a

des entreprises italiennes présentes dans le pays (...) et il y aura des retombées négatives pour ces entreprises, c'est un élément sur lequel il faut réfléchir". Le groupe énergétique italien ENI a annoncé mardi que la fourniture de gaz libyen via le gazoduc Greenstream, qui relie la Libye à l'Italie, était suspendue en raison des violences. Cette interruption "est une conséquence à laquelle l'Italie peut faire face", a rassuré le ministre, citant les autres fournisseurs de la péninsule (Algérie, Azerbaïdjan, Russie, pays du Golfe). Depuis la signature en 2008 d'un accord historique dans le cadre duquel Rome s'est engagé à verser cinq milliards de dollars pendant 25 ans à Tripoli au titre de dédommagements pour la colonisation, les entreprises italiennes ont obtenu de nombreux contrats en Libye.

SIXTEEN) - LIBYAN CRISIS ADDS PROBLEMS FOR TROUBLED SPAIN

Mouammar Kadhafi a "perdu toute légitimité" en décidant de "bombarder ses propres citoyens", a affirmé mercredi la ministre espagnole des Affaires étrangères, Trinidad Jimenez. Le gouvernement espagnol a envoyé dans la nuit de mardi à mercredi un avion pour rapatrier les Espagnols souhaitant quitter la Libye. Cet appareil se trouvait mercredi matin dans une ville proche de Tripoli, dans l'attente de l'autorisation d'atterrir à l'aéroport de la capitale libyenne. L'Espagne, un important partenaire économique de la Libye, notamment dans le domaine de l'énergie et du BTP, était jusqu'à présent restée en retrait des condamnations exprimées par la communauté internationale. L'Espagne importe de Libye 13% du pétrole qu'elle consomme, a indiqué mardi le ministre espagnol de l'Industrie, Miguel Sebastian. Le colonel Kadhafi avait effectué fin 2007 une visite officielle en Espagne, où il avait été reçu par le roi Juan Carlos et José Luis Rodriguez Zapatero. L'Espagne cherchait alors à consolider les positions stratégiques de son groupe pétrolier Repsol en Libye et à prendre sa part aux juteux contrats d'infrastructures dans un pays alors en pleine ébullition après la levée des sanctions de l'ONU en 2003. Madrid avait évoqué la "possibilité de contrats" pour des entreprises espagnoles d'un total de 11,8 milliards d'euros, dans les secteurs de la défense/aéronautique, de l'énergie et des infrastructures. Le groupe de BTP Sacyr Vallehermoso avait notamment annoncé la création d'une entreprise à capitaux mixtes avec une société d'Etat libyenne, la Libyan Company for Development and Investment, détenue à hauteur de 60% par l'espagnol et de 40% par la compagnie libyenne. Sacyr avait signé fin 2008 un premier contrat de 400 millions d'euros pour réaliser des travaux d'urbanisation et avait signé en octobre 2009 deux nouveaux contrats de 300 millions d'euros pour la construction de quartiers d'habitation à Benghazi. Repsol est également très présent en Libye, où il produisait, selon les derniers chiffres disponibles, datant de 2009, quelque 34.777 barils de pétrole par jour, soit 3,8% de sa production totale. Repsol et Sacyr ont organisé ces derniers jours l'évacuation de tout leur personnel expatrié, et Repsol a suspendu mardi toutes ses activités en Libye. Le groupe pétrolier, implanté en Libye depuis les années 70, a signé en 2008 avec Tripoli un accord lui garantissant la prolongation de ses contrats d'exploration-production de pétrole jusqu'en 2032.

SEVENTEEN) - COUNTRIES REPATRIATE THEIR CITIZENS

Plusieurs pays occidentaux, dont la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, ont annoncé mardi l'envoi d'avions militaires en Libye pour rapatrier leurs ressortissants en raison des émeutes qui secouent ce pays. **BRITAIN:** Foreign Secretary William Hague said on Tuesday Britain planned to send a charter plane to Libya to bring out Britons and was dispatching a Royal Navy frigate to waters off Libya in case it was needed to help nationals. **BOSNIA:** A Bosnian plane, due to evacuate from Tripoli the first group out of up to 1,500 Bosnian citizens from Libya, is awaiting a permit from authorities there, said Zoran Perkovic, the assistant foreign minister. Bosnia has also agreed another emergency flight for its citizens with Libyan carrier Buraq Air, also awaiting a permit. **BULGARIA:** A Bulgarian government airplane took off for Tripoli and a second plane was due to depart on Tuesday to evacuate Bulgarian citizens, the Foreign Ministry said on Tuesday. About 1,500 Bulgarians live and work in Libya, some in Libya's second biggest city of Benghazi. **CANADA:** Foreign Minister Lawrence Cannon said on Tuesday Canada intended to evacuate its citizens. Ottawa, which earlier in the day said it had no such plans, announced the evacuation after Libyan leader Muammar Gaddafi vowed to crush a growing revolt. Cannon said the first Canadian flight would arrive in Tripoli on Thursday. Of the 321 Canadians registered with the embassy, 91 have so far expressed a wish to leave. **FRANCE:** The Foreign Ministry said on Tuesday evening two planes had landed in Tripoli and passengers had started boarding. A third military plane is still in France, on standby waiting to fly to Tripoli on Wednesday if needed. **GERMANY:** Foreign Minister Guido Westerwelle said all Germans remaining in Libya

should leave the country. The Foreign Ministry would assist their repatriation where necessary. **GREECE:** A Greek cargo ship sailed to Libya to evacuate Greek nationals, the Foreign Ministry said on Tuesday. It will repatriate Greek citizens on Wednesday, the Greek Foreign Ministry said in a statement. About 300 Greeks live in Libya, a ministry official said. The government has also said it would send military C-130 transport aircraft. Additionally Greek passenger ships are also heading to Libya to collect Europeans and about 15,000 Chinese home through the island of Crete. * **INDIA:** India is finalising plans to evacuate all 18,000 of its nationals from Libya, the country's foreign secretary said late on Tuesday, hours after local media reported the death of an Indian in a road collision in the country. India's foreign ministry plans to move 13,000 nationals in Tripoli to Tunisia, and the remainder in the east of the country to Egypt, before transferring them on ships and aircraft, the Indian Express reported on Wednesday, citing a ministry official. **IRAN:** Iran has stopped its oil related activities in Libya and will evacuate staff from its National Iranian Drilling Company in the next 48 hours, the semi-official Mehr news agency reported on Tuesday. **ITALY:** Italy plans to send a flight to Tripoli on Tuesday to bring back Italians who want to leave Libya, a Foreign Ministry source said. **JAPAN:** Kyodo news agency reported that about 20 Japanese people in Libya were set to leave the country on Tuesday on charter flights. About 50-60 Japanese are still in the country. **NETHERLANDS:** A Dutch military plane has been given permission to land in Tripoli to evacuate Dutch citizens, the Dutch Defence Ministry said on Tuesday. The Foreign Ministry said on Monday there were about 150 Dutch citizens in Libya. **RUSSIA:** Russia sent the first of four planes to Libya on Tuesday to begin evacuating some 500 of its citizens and 700 non-Russian employees of Russia's state-owned railroad company, Russian Railways, the Emergency Situations Ministry said. "Overall 1,263 people are due to be evacuated: 563 Russian citizens working in Libya and 700 Turkish and Serbian citizens, working under contracts with Russian Railways," ministry spokeswoman Irina Andrianova said, according to Itar-Tass. **SAUDI ARABIA:** Saudi television said on Tuesday the kingdom was sending a plane to Libya to bring home Saudis. **SERBIA:** Serbian planes due to evacuate Serbian citizens from Libya were still awaiting permits from authorities there, Defence Minister Dragan Sutanovac said. As many as 230 people have formed a Serbian-language Facebook group to swap information. According to messages, all Serbs were safe. **SOUTH KOREA:** Foreign ministry has advised its nationals to leave as soon as possible if their business was not urgent. A total of 1,300 South Koreans are in Libya, working for 24 South Korean construction companies. Major South Korean construction firms with heavy business exposure in Libya are Daewoo Engineering & Construction, Hyundai engineering & Construction and Shinhan Construction . They put their Libyan projects on hold as attackers occupied their estates and wounded some employees. **SPAIN:** An official airplane was due to fly to Tripoli late on Tuesday to evacuate Spanish residents who wish to leave, the Spanish government said on its website. **TUNISIA:** Some 3,000 Tunisians crossed the border at Dhiba and Ben Gerden in southern Tunisia on Monday night, and another 1,200 were expected to be evacuated by air on Tuesday to Tunisia's capital, state media reported. Tunisia has at least 30,000 nationals in Libya and officials fear they could become targets because of Tunisia's role in inspiring uprisings across the Arab world. **TURKEY:** Two Turkish ferries arrived at the Libyan port of Benghazi on Tuesday, each to take 1,500 passengers to the town of Marmaris on Turkey's Mediterranean coast, Anatolian news agency said. About 1,500 Turks have so far been evacuated by plane. There are about 25,000 Turks living in Libya, most working for construction firms and other companies that have more than \$15 billion worth of contracts. **UNITED STATES:** The United States said it had been unable to move any of its nonessential U.S. diplomats and embassy family members out of Libya on Tuesday and expected them to depart in coming days. U.S. State Department spokesman P.J. Crowley said the United States had "approximately 35 employees and their families affected" by a U.S. decision to order nonessential diplomats and embassy family members to leave. He said that for the time being the United States was trying to put U.S. citizens on regular commercial flights out of the country and that it had charter flights on standby to go to Libya if necessary. **YEMEN:** Yemeni Television said on Monday President Ali Abdullah Saleh had instructed the national airline to send flights to Libya to bring home Yemenis, including students. **COMPANIES REPATRIATE TOO: ROYAL BAM:** A spokesman for Dutch builder Royal BAM said it had secured the safety of 10 expatriate employees in Libya and was investigating evacuation. He said the company also subcontracted 200 unskilled employees, mainly of Filipino and Thai origin, and it had taken measures to ensure their safety in the country. BAM provides tank construction and maintenance services for oil and gas firms in Libya. **YARA :** The Norwegian fertiliser giant said on Tuesday it was closing its Lifeco joint venture in Libya as fear of growing turmoil could put its 1,200 employees at risk. **SIEMENS :** "We are now organising to fly out our people out of Libya. There are a good 100 of them there, mostly in Tripoli," a spokesman said. **SHELL:** Oil major Royal Dutch Shell said on Tuesday that all its expatriate employees and their dependants in Libya, involved primarily in the company's exploration activities in the country, and had been relocated.

EIGHTEEN) - FOUR SOUTH KOREA WORK SITES IN LIBYA ATTACKED

Des foules de Libyens ont envahi quatre chantiers de construction sud-coréens au cours des sept derniers jours, dernières attaques contre des intérêts sud-coréens dans ce pays en proie à de violentes manifestations contre le pouvoir, a indiqué Séoul mercredi. La Corée du Sud a demandé à ses ressortissants de quitter le pays s'ils le peuvent. "Nous réfléchissons à organiser des vols d'urgence pour évacuer les gens, ou le faire par bateau", a dit un responsable gouvernemental à l'AFP. Les entreprises sud-coréennes travaillent en Libye sur des chantiers de construction notamment depuis 1978. Actuellement, 1.400 Sud-coréens se trouvent sur le sol libyen, dont 1.000 travaillent pour des groupes sud-coréens. Lundi, 500 Libyens avaient envahi et pillé un chantier près de Tripoli, blessant trois Sud-Coréens et une quinzaine d'ouvriers bangladaïsi. Deux autres sites ont été pillés lundi également, toujours près de Tripoli, selon le ministère sud-coréen des Affaires étrangères. Quatre jours auparavant, 200 personnes avaient envahi un chantier à Darnah (est de la Libye) et incendié le lendemain le dortoir des travailleurs sud-coréens, situé à proximité. En janvier, des chantiers avaient été envahis par des centaines de Libyens, qui avaient détruit des équipements et mis le feu aux véhicules. Selon les autorités gouvernementales à Séoul, ces attaques pourraient être motivées par le mécontentement des Libyens à propos de la politique du logement dans leur pays.

NINETEEN) - LIBYAN AID SPLITS LATIN AMERICA ON GADDAFI

L'Amérique latine a affiché ses divisions mardi par rapport aux manifestations en Libye, le Nicaragua et Cuba prenant leurs distances avec la vague de condamnations du régime de Mouammar Kadhafi, tandis que le Pérou était le premier pays à suspendre ses relations avec Tripoli. Le pays andin suspend "toute relation diplomatique avec la Libye tant que ne cessera pas la violence contre le peuple" libyen, annonce le chef de l'Etat Alan Garcia dans un communiqué. Plusieurs gouvernements latino-américains avaient auparavant critiqué le régime libyen, à l'image du gouvernement brésilien qui a dénoncé lundi l'usage "inacceptable" de la violence contre les manifestants et lancé un appel au dialogue. Le Chili, le Costa Rica, l'Argentine et le Paraguay ont exprimé des positions similaires. Mais alors que les gouvernements de la région avaient soit salué le départ de Hosni Moubarak en Egypte au début du mois soit observé le silence, cette fois-ci, certains dirigeants de gauche radicale ont soutenu Kadhafi, considéré comme un allié anti-impérialiste, ou mis en cause le rôle de Washington dans les événements en Libye. Kadhafi "est en train de livrer une grande bataille (...) il cherche à dialoguer, mais en défendant l'intégrité de la nation, pour qu'elle ne se désintègre pas, qu'il n'y ait pas d'anarchie", a déclaré lundi le président du Nicaragua, Daniel Ortega, une semaine après l'annulation de près de 200 millions de dollars de dette de son pays à l'égard de la Libye. "Il est absolument évident que les Etats-Unis ne se soucient pas du tout de la paix en Libye et n'hésiteront pas à donner l'ordre à l'Otan d'envahir ce riche pays. C'est peut-être une question d'heures ou de jours", assure pour sa part l'ancien président cubain Fidel Castro dans une de ses "réflexions" régulièrement publiées par les presse cubaine. Selon le père de la Révolution cubaine, "il faudra attendre" de savoir ce qui relève "de la vérité ou du mensonge" dans les informations faisant état d'une violente répression des mouvements de protestation, qui a fait des centaines de morts, selon diverses organisations humanitaires. Le président Hugo Chavez, principal allié de Kadhafi dans la région, est jusqu'ici resté silencieux, mais son ministre des Affaires étrangères Nicolas Maduro, qui entretient des liens étroits avec son homologue libyen Moussa Koussa, est monté au créneau lundi pour démentir la rumeur d'un départ du dirigeant libyen vers Caracas.

TWENTY) - ARAB LEAGUE SUSPENDS LIBYA DELEGATION

The Arab League has suspended the Libyan delegation's participation in the Cairo-based body, Al Arabiya television said on Tuesday. It gave no further details about the reported move, which came amid mounting criticism of violence against anti-government demonstrators in Libya.

Fernando Matos Rosa

Brussels

